



## Politiques culturelles

### **Vie Féminine appelle au refinancement urgent de l'Education permanente**

Depuis ce 03 juillet, 500 femmes sont réunies à Namur à l'initiative de Vie Féminine pour questionner collectivement la problématique de la culture et des politiques culturelles. Au programme, trois journées de réflexion et de débats autour du thème de la culture : qui, aujourd'hui, est reconnu comme acteur culturel ? Quels sont les rapports de force en jeu dans le secteur socio-culturel ? Comment sommes-nous, toutes, là où nous sommes, productrices de culture ?

À l'heure où se négocient les grands axes des futures politiques culturelles, nous lançons un signal d'alarme aux partis politiques qui négocient actuellement en vue de la constitution du futur gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles : les choix posés seront déterminants pour l'avenir, déjà en péril, du secteur de l'Education permanente.

Si nous nous réjouissons qu'en Belgique, les organisations sociales et féministes soient considérées comme opérateurs culturels, nous sommes inquiètes quant à l'avenir du secteur de l'Education permanente, déjà en précarité financière croissante. Outil d'émancipation pourtant fondamental, l'Education permanente est aujourd'hui fortement mis à mal par les politiques d'austérité, la marchandisation de la culture et l'insécurité liée au transfert des compétences du fédéral au régional.

L'Education permanente questionne les causes des inégalités, les rapports de pouvoir, l'organisation sociétale, les représentations et les manières de vivre. Elle permet également l'appropriation de ressources indispensables au développement, chez toutes et tous, d'une conscience citoyenne et critique, enjeu essentiel de la démocratie culturelle.

En tant que Mouvement d'Education permanente, nous enjoignons les pouvoirs politiques à ne pas précariser davantage le secteur socio-culturel.

Il est urgent que le Décret de l'Education permanente soit appliqué à 100 %. Rappelons que le gouvernement prévoyait d'atteindre cet objectif en 2010. Actuellement le secteur n'est toujours financé qu'à 91 % du Décret. En outre, nous sommes toujours dans l'attente d'un refinancement des emplois du secteur. Nous demandons que les engagements pris soient enfin respectés.

Dans un contexte de crise, de précarisation croissante des femmes, de recul de leurs droits et de perte de confiance dans les Institutions, l'Education permanente reste un outil essentiel pour l'émancipation individuelle et collective des femmes.

## **Contacts**

**Hafida Bachir – Présidente de Vie Féminine**

[presidente-nationale@viefeminine.be](mailto:presidente-nationale@viefeminine.be)

Tél. 0487/ 27.67.37

**Jennifer Fileccia – Chargée de Communication**

[communication@viefeminine.be](mailto:communication@viefeminine.be)

Tél. 0478/ 97.61.34